

Périgueux, le 14 mars 2016

Monsieur le Préfet,

Vous avez ordonné 31 perquisitions administratives en Dordogne dans le cadre de l'état d'urgence proclamé le 14 novembre 2015. Au cours de ces perquisitions, les policiers n'ont trouvé aucune trace d'activité en lien avec une entreprise terroriste. Vous avez d'ailleurs vous-même déclaré le 19 novembre sur France Bleu Périgord que les prétendus foyers de radicalisation évoqués en Dordogne relevaient du « fantasme ».

Dans ces conditions, le Collectif de Résistance contre l'état d'urgence et pour la défense des libertés de Dordogne dénonce l'état d'urgence mais aussi votre zèle dans l'application d'une loi dont vous ne pouvez pas ignorer qu'elle est, à l'origine, une loi coloniale votée en 1955 lors de la Guerre d'Algérie et qui a été l'un des cadres dans lesquels, au nom de la République, les gouvernements successifs ont commis d'innombrables exactions.

Le Collectif déclare que ses membres pratiqueront en toute conscience la désobéissance civile pour défendre les libertés et les droits fondamentaux des femmes et des hommes de ce pays et tout spécialement le droit de réunion, le droit de tractage, le droit de manifester, le droit d'informer leurs concitoyens.

Nous exigeons :

- ♦ la levée immédiate de l'état d'urgence devenu un état d'exception permanent ;
- ♦ l'abandon de la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité ;
- ♦ l'arrêt de la répression et de la stigmatisation des manifestant.e.s, et militant.e.s des mouvements sociaux et de solidarité, des migrant.e.s, des musulman.e.s, ou supposé.e.s l'être, des quartiers populaires ;
- ♦ le respect de la liberté de manifester, de se réunir et de s'exprimer.

Nous exigeons également vos excuses et réparation au bénéfice des victimes de ces perquisitions (dont la destruction des données aspirées sur les ordinateurs au mépris du droit ainsi que l'a indiqué le Conseil constitutionnel et une indemnisation des personnes).

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre insoumission absolue aux politiques liberticides et de notre attachement aux libertés fondamentales.

Le Collectif de résistance contre l'état d'urgence et pour la défense des libertés

